

Il faut que cette livre sterling aille augmenter, non la production générale, mais précisément ces branches de la production qu'il faut augmenter, par une politique d'ensemble, organique, visant à équilibrer relativement les pièces dérégées du mécanisme économique.

Nous nous méfions des formules trop générales, comme les travaux publics, l'élévation des prix, etc.

Nous insistons toujours sur ce qu'il ne faut pas élever tous les prix, mais seulement certains prix par rapport aux autres. Pour les travaux publics, nous défendons aussi une formule restrictive, préconisant seulement la réalisation de ceux qui ont une reproductivité assurée, et qui peuvent aider à rétablir certains déséquilibres économiques, qui sont le fait de la crise.

En somme, le nombre des travaux publics vraiment utiles nous semble très limité; car il y aurait toujours à discuter si un certain capital à employer dans un certain travail public ne serait pas mieux employé à activer la production de telle partie de l'industrie qui présente un retard relatif.

Notre conclusion serait: nous ne voyons rien à faire, dans la question des travaux publics internationaux; par contre, il y aurait quelque chose à faire, mais avec modestie, et non comme une panacée, dans le chapitre des travaux publics nationaux.

Londres, Juillet 1933.

**L'orientation générale de  
la Conférence de Londres  
et la crise économique  
mondiale**

**L**A proposition suivante n'a pas eu de suite officielle, totale ou partielle, la Délégation Portugaise ayant décidé de ne pas présenter de déclaration à la clôture des travaux de la conférence.

C'est donc simplement à titre de documentation que nous la publions, ainsi que l'essai sur la crise économique mondiale qui devait l'accompagner.

Notre but, dans cette proposition, était, plutôt que d'exprimer des opinions personnelles, d'apporter à Londres les déclarations qui avaient été faites peu de temps auparavant par divers membres du gouvernement portugais, spécialement par son chef, le Prof. Oliveira Salazar, et que l'on pouvait considérer comme notre doctrine officielle à l'égard de la Conférence Economique Mondiale.

*Esquisse pour un mémorandum de la délégation portugaise sur l'orientation générale de la Conférence*

La délégation portugaise croit user d'un droit en exprimant son avis sur l'orientation générale de la Conférence au point de vue de son efficacité pratique.

S'il est certain que l'opinion publique universelle se prépare à juger le succès pratique de nos efforts, chacun de nous a la responsabilité d'apporter des suggestions

qui puissent aider à la meilleure orientation possible de nos futurs travaux.

Il y aurait évidemment une diminution de prestige pour l'Etat que nous représentons, comme pour tous les autres, si l'on accusait éventuellement notre Conférence d'avoir eu moins de succès pratique que celui que l'on en attendait; car l'esprit de son programme même ayant été d'attribuer aux gouvernements une claire responsabilité dans la crise de par certaines interventions, spécialement, de politique douanière, s'il en était vraiment ainsi et, d'autre part, si la constatation de l'insuccès pratique de nos travaux devait se produire, cela représenterait comme un aveu collectif d'impuissance ou de mauvaise volonté, qui serait d'une grande gravité étant donné les problèmes tragiques du moment.

Pour notre part, plutôt que d'accepter cette conclusion nous préférons repousser le principe d'une responsabilité générale des Etats dans la crise, malgré les erreurs de détail, la politique douanière, par exemple, ayant été plutôt un effet qu'un facteur dominant de la dépression.

Et même, prenant le contre-pied de ce critère de condamnation plus ou moins explicite de la politique nationale des Etats, nous avançons que les limitations du succès de notre Conférence proviennent justement en grande partie de ce critère et que de meilleurs résultats seront obtenus à l'avenir si l'on adopte un critère différent: celui de baser notre effort, pour un ordre international en matière économique, précisément sur le fait de la rénovation nationaliste des Etats.

L'humanité en souffrance a, en effet, à sa disposition cet instrument précieux qu'est l'Etat moderne, renouvelé dans son autorité et dans sa force, l'Etat appuyé sur la nation et la production organisée, instrument puissant et efficace, non certes pour se substituer à l'économie

libre, mais pour l'aider par des interventions modérées, raisonnables et opportunes.

Il appartient à cet Etat renouvelé de construire une nouvelle économie, modérément nationaliste, qui apporte une correction utile à l'instabilité excessive et à la vulnérabilité de l'économie mondiale. Du reste, un certain nationalisme économique a été le fruit même du libre-échange quand celui-ci, en donnant des matières premières exotiques aux industries, a montré l'indifférence relative de leur localisation; d'autre part, le progrès y a aussi aidé, en facilitant la migration des industries dans le monde à cause de la rénovation technologique de l'outillage en de courtes périodes. Ces idées ont été exprimées dans des déclarations récentes de notre Ministre des Affaires Etrangères, Mr. le Professeur Caeiro da Mata.

Il convient aussi à ce propos de citer les paroles suivantes de notre Ministre des Colonies, Mr. le Professeur Armindo Monteiro :

«On a dit beaucoup de mal de cette politique de nationalisme économique à laquelle toutes les nations, plus ou moins, selon les besoins de leur défense, se sont laissées entraîner

«On n'est pas toujours juste à ce sujet, car une telle politique peut conduire à l'équilibre de l'économie mondiale d'une manière aussi directe que celle des accords internationaux.

«Certains pays y gagneront même, au cours de cet âge de nationalisme économique dans lequel le monde est entré, de l'indépendance, du progrès technique et des niveaux de vie qu'ils semblaient condamnés à toujours ignorer». Nous devons aussi reproduire ces affirmations de notre Président du Conseil, Mr. le Prof. O. Salazar :

«Il y a eu une tendance à un internationalisme exagéré, une excessive confiance dans la solution d'ensemble des problèmes généraux alors qu'il est impossible d'amé-

liorer l'économie du monde si chaque nation n'arrive pas à résoudre les plus grandes difficultés de sa situation interne.

«Le cadre national sera de beaucoup le domaine le plus facile pour la solution des problèmes du monde.

«Cet esprit de nationalisme intransigeant, mais équilibré, simplifie la solution des problèmes du monde dans le cadre naturel de la division en nations et travaille avec un sens clair de la solidarité internationale, à laquelle il donne sa contribution de réalisations et dont il ne contrarie pas les intérêts par son activité dans le plan national».

Cet esprit, disons-le, est celui du gouvernement portugais, selon les déclarations officielles que nous venons de reproduire.

Si nous devons encore ajouter une raison particulièrement opportune pour justifier que seule une solution de la crise sur le terrain national est viable, nous dirions que, comme cette solution suppose des ajustements relatifs et, partant, des sacrifices de certains secteurs de l'économie par rapport à d'autres, c'est seulement dans le cadre fermé et discipliné de la nation que l'on peut trouver, *dans l'Etat*, l'autorité capable d'imposer ces sacrifices.

Ce que nous condamnons toutefois, ce n'est que l'abus de l'internationalisme, que nous voudrions désigner plutôt sous le nom de supra-nationalisme ; par contre, nous défendons toujours le vrai internationalisme basé sur le nationalisme, c'est-à-dire, selon notre idéal de civilisation chrétienne : la fraternité humaine et pacifique des nations renouées dans leur force et dans leur conscience.

Notre Conférence, si elle se défait des excès utopiques du supra-nationalisme s'inspirant plutôt du véritable internationalisme, aurait beaucoup à faire et plus de résultats pratiques à espérer, car elle permettrait aux

Etats d'étudier en commun, par l'échange de leurs éléments d'information, les meilleures solutions de la crise à appliquer sur le plan national.

#### *Vœux sur l'orientation de la Conférence*

Dans l'esprit de ce qui précède, nous nous permettons d'indiquer quels devraient être à notre avis les objectifs pratiques de notre Conférence à l'avenir :

1. Etudier la crise au point de vue technique et chercher à mettre en évidence la règle commune à suivre pour les actions autonomes de redressement des divers pays, sans préjudice d'autre part des différences exigées par des conditions spéciales.

2. Chercher l'entente des Etats pour l'application simultanée de ces mesures d'action autonome.

3. Au lieu de travailler à l'établissement de nouveaux organes ou d'instruments diplomatiques internationaux d'une efficacité douteuse, concentrer notre effort à éliminer certains obstacles qui, dans l'ordre mondial, s'opposent aux combinaisons nécessaires, et à esquisser les bases d'un plan de conventions bilatérales reposant sur le principe de la réciprocité et de la compensation, ces accords tendant à discipliner certaines branches fondamentales de l'économie.

#### *Déclaration*

La délégation portugaise fait suivre ces vœux d'une déclaration concrète qui exprime, croyons-nous, notre

cohérence pratique avec les affirmations doctrinales qui précèdent :

Le Portugal est prêt à suivre les autres pays dans l'adoption d'une politique active de lutte contre les maux économiques présents, politique qui est, du reste, dans l'esprit de sa nouvelle constitution corporative et en harmonie avec l'œuvre, déjà réalisée, de régénération financière et administrative ; le Portugal est prêt à réaliser, pour sa part, une politique intense de combat contre la dépression politique qui, du reste, à notre avis, pourra suivre un rythme modéré et prudent, sans inflation, avec le maintien de son équilibre budgétaire.

#### *Actions gouvernementales contre la crise*

Nous considérons qu'il entre dans nos attributions de réaliser une élaboration intellectuelle et une exposition libre des idées suggérées par les éléments mêmes d'étude que la Conférence chaque jour nous apporte, et que de nouveaux éléments pourront plus tard modifier.

C'est pourquoi nous osons présenter notre opinion sur la crise et ses solutions, non comme le point de vue de notre gouvernement, mais seulement comme notre attitude intellectuelle du moment dans l'étude, en collaboration avec la Conférence, des problèmes pour lesquels notre gouvernement nous a envoyés ici. Nous ne prétendons donc pas faire la leçon à l'assemblée, mais plutôt provoquer l'occasion d'en recevoir l'enseignement, sur la base de la discussion proposée, à la fin de laquelle nous pourrions arriver à des conclusions susceptibles d'être présentées aux divers Gouvernements comme des suggestions qu'ils pourraient prendre en considération.

N'ayant donc aucunement d'intentions dogmatiques en la matière, ni en général, ni même relativement à notre pays, c'est seulement comme base possible de discussion que nous donnons ces quelques lignes générales d'interprétation de la crise et un type de plan pour sa solution.

Nous n'insérons pas ces considérations dans le présent document, mais nous en faisons une pièce annexe, pour bien marquer la différence entre le caractère de proposition concrète du premier, et le caractère de simple élément d'étude, offert à la Conférence, du second.

#### *Notre orientation générale dans les questions actuelles de l'économie mondiale*

Nous croyons de notre devoir de donner quelques indications sur la position à prendre dans le débat économique qui divise à l'heure actuelle l'opinion mondiale.

L'orientation qui semble le plus à conseiller de la part d'un pays comme le nôtre, est celle d'un équilibre de *juste milieu*, entre les diverses orientations unilatérales qui se partagent le monde. A l'égard de l'audacieuse expérience américaine, nous devons être d'accord avec son caractère de protection à l'agriculture, sa tendance corporative, son critère de la justice dans le prix et le salaire, son courageux effort de redressement des grands maux économiques de l'heure, mais en désaccord, toutefois, avec l'inflation, le rythme trop précipité de l'intervention, qui conduit à la spéculation, socialement onéreuse, à la tendance à trop espérer de la réduction du temps de travail, et à des travaux publics qui sont certes un moyen à appliquer, mais sur une échelle assez limitée.

D'autre part, nous pensons que la rôle de l'or est tou-

jours primordial dans le système économique; notre régime monétaire actuel, tout en s'étant rallié à la livre sterling, bénéficie d'une clause qui le fait passer automatiquement à une parité-or si la valeur de la livre dépasse, au cours d'une baisse éventuelle, un certain minimum; ainsi, nous nous rangeons du côté des pays et du secteur de l'opinion qui défendent le crédit de l'or dans le monde.

\*

Dans les considérations précédentes, la délégation portugaise s'est limitée à offrir à la discussion sa contribution d'avis et d'idées générales. Elle a voulu, surtout, en les énonçant, indiquer le vaste terrain d'étude où la collaboration internationale pourrait s'étendre, et assurer à nos travaux, avec l'aide de Dieu, une efficacité véritable pour guérir les maux qui affligent le monde.

Das ce but et dans cet esprit, la délégation portugaise termine en présentant la *proposition de résolution suivante* :

La Conférence monétaire et économique de Londres, reconnaissant la grande importance pour la solution de la crise de l'application dans chaque pays de mesures de redressement, application que l'on aurait grand avantage à réaliser simultanément dans les divers pays, décide, avant de s'ajourner, de créer un comité intérimaire chargé de préparer l'étude, — qui sera présentée à la reprise de la Conférence — des meilleures formules de redressement économique à réaliser par l'action nationale interne et par la politique commerciale de réciprocité et de compensation.

Londres, Juillet 1933.